NPA

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Philippe POUTOU

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste

Le Nouveau Parti Anticapitaliste a un candidat: Philippe Poutou. Il reprend le flambeau porté par Olivier Besancenot lors des élections présidentielles de 2002 et 2007.

Comme lors de toutes les élections nationales et locales, le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) souhaite par sa voix participer au débat démocratique. Il nous semble légitime que les anticapitalistes soient présents à l'élection présidentielle, d'autant plus aujourd'hui que la crise du capitalisme remet sur le devant de la scène la question du choix de la société à bâtir ainsi que celle de la répartition des richesses.

Nous ne venons pas vous demander d'être en accord avec nos idées mais de permettre à ces dernières de pouvoir être exprimées, débattues et sanctionnées par les suffrages.



Le NPA s'est constitué en janvier 2009 à l'initiative de la LCR, avec des militants et courants d'autres origines. Nous participons à tous les combats contre la casse des services publics comme pour la défense de la poste, pour garder nos droits sociaux comme lors de la mobilisation pour les retraites, contre le nucléaire et au quotidien contre la politique de la droite et de Nicolas Sarkozy.

Notre parti a participé à toutes les élections qui se sont tenues depuis 2009, européennes, régionales, cantonales...

www.poutou2012.org

portrait



© Photothèque Rouge/MILO

Philippe Poutou, 44 ans, est ouvrier à l'usine Ford de Blanquefort près de Bordeaux. Syndicaliste, il a animé une lutte de plusieurs années contre la fermeture de son usine.

Son père était facteur, sa mère sans emploi. Choqué par la violence de la société, Philippe Poutou a commencé à militer en 1984 au lycée. Il a rejoint l'extrême-gauche.

En 2009, il participe à la création du Nouveau parti anticapitaliste.

Sans diplôme, Philippe Poutou a d'abord enchaîné les emplois précaires comme intérimaire ou surveillant de collège, avant d'être embauché en CDI chez Ford comme réparateur de machines-outils.

«Nous étions les petits contre la multinationale mais nous avons gagné.»

Au début des années 2000, la production a commencé à diminuer dans l'entreprise. Un premier plan social, de 500 départs volontaires, a eu lieu en 2005. En 2007, les salariés ont décidé de lancer une bataille pour la défense des emplois.

La résistance contre ce qui apparaissait comme inéluctable s'est construite avec la participation des habitants de Blanquefort, le soutien des élus locaux, diverses manifestations, notamment au salon de l'auto à Paris, les liens avec les autres entreprises mobilisées. En 2011, les commandes et les investissements pour de nouvelles productions ont repris. 1000 emplois ont ainsi été sauvés, ainsi que la vie économique de la ville.

Lorsqu'Olivier Besancenot a décidé de ne pas être candidat à l'élection présidentielle de 2012, afin de montrer que la politique est une affaire collective, pas individuelle, le NPA, Nouveau parti anticapitaliste, a décidé d'en faire son candidat.

Militant pour la sauvegarde de l'emploi, au cœur du salariat, il est à même de représenter ceux qui souffrent de la crise au quotidien, ceux qui ne veulent plus la subir.

Philippe Poutou continuera à travailler à l'usine durant la campagne électorale, afin de montrer que la vie politique doit être accessible à tous.

nos propositions

En Grèce, en Espagne, en France et ailleurs, nous avons à faire face à la désindustrialisation, la casse des services publics, la pression sur les collectivités territoriales, une pauvreté accrue.

« nous ne payerons pas leurs crises »

Crise, dette et banques

La crise a été déclenchée par la soif de profit des grandes firmes et des banques. La dette publique, créée par les cadeaux fiscaux aux actionnaires et aux plus riches, est aujourd'hui un gigantesque moyen de transférer des milliards dans les poches des banques: en 2011, le remboursement de la dette représente 142 milliards. Il faut annuler la dette publique, saisir les banques pour les unifier dans un service public bancaire ayant le monopole du crédit.

Services publics

Les services publics, financés par l'Etat, doivent permettre une égalité sur le territoire, un accès de tous aux services indispensables. Hôpitaux de proximité, bureaux de poste, écoles... doivent être maintenus, au plus près des usagers.
Arrêter les déremboursements de médicaments, instituer l'accès gratuit aux soins, c'est possible : pour renflouer la Sécu, il faut récupérer les 40 milliards d'euros annuels d'exonérations de cotisations patronales.
L'éducation nécessite de recruter 100 000 enseignants. Il faut arrêter de fermer des classes, des écoles.

Travail

Pour faire face à la crise, au chômage et à la pauvreté, il faut interdire les licenciements, partager le temps de travail pour que chacun ait un emploi. Pour vivre dignement, il faut un Smic et des minimas sociaux à 1600 euros nets, une augmentation de 300 euros pour tous, une allocation d'autonomie pour les jeunes, une retraite pleine et entière à 60 ans (55 pour les travaux pénibles) après 37,5 annuités.



Réforme territoriale

Loin de répondre aux difficultés rencontrées à tous les niveaux de décision locaux (plus de compétences et moins de financements), cet ensemble de réformes va réduire le peu de moyens démocratiques dont la population dispose et remplacer les élus des petites communes par des professionnels de la politique.

Agriculture

Spéculation et productivisme font les profits des grandes firmes de l'agro-alimentaire, au détriment de la population et des producteurs. Nous proposons d'interdire la spéculation sur les denrées alimentaires et sur les terres, arrêter de subventionner les plus grandes exploitations, garantir un revenu et un métier digne pour les paysans.

Ecologie

Le logique du profit pousse à une fuite dans le gaspillage des ressources naturelles et dans des modes de production dangereux pour les populations.
Nous proposons une sortie du nucléaire en 10 ans, une planification pour économiser l'énergie, assurer l'interdiction de l'exploitation des gaz de schiste, faciliter l'accès aux consommations énergétique de base et renchérir très fortement les usages abusifs.

Ce sont ces mesures essentielles que Philippe Poutou défendra. Pour les mettre en oeuvre, il faudra une rupture radicale avec la politique consistant à favoriser les plus riches. Une rupture qui nécessitera un rapport de forces, des mobilisations des travailleurs et de la population.

pourquoi parrainer ?



Philippe Poutou portera les idées du NPA, dans la continuité d'Olivier Besancenot en 2002 et 2007.

Cependant il ne suffit pas d'être candidat pour être présent à cette élection. Nous devons être parrainés par au minimum 500 élus, afin de pouvoir participer au débat démocratique.
Bon nombre d'entre vous n'ont pas été élus avec une «étiquette» politique et vos conseils municipaux groupent diverses sensibilités. Nous savons aussi que donner une signature à un candidat peut être mal perçu par une partie des habitants.
Mais la loi est ainsi faite que nous ne pouvons que nous adresser à vous. Les grands partis ont suffisamment d'élus et refusent souvent que ceux-ci élus parrainent pour d'autres partis. Cela peut conduire à une restriction du débat démocratique. Cela nous conduit donc à nous tourner vers vous.

C'est aux maires des petites communes que revient par les parrainages, la responsabilité de permettre la participation de notre candidat au débat et au suffrage universel.

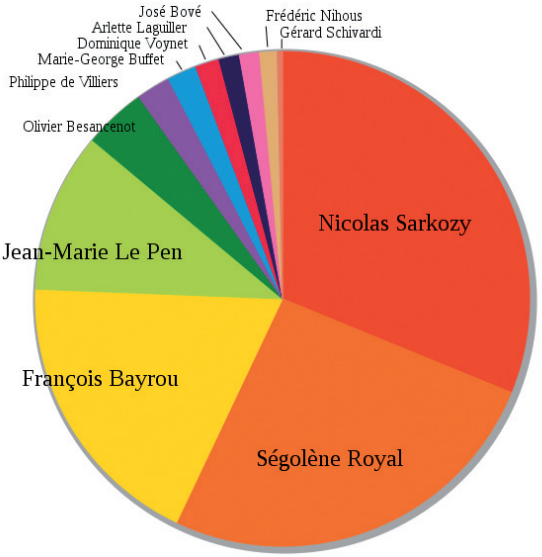
Bien que la plupart d'entre vous n'ait pas été élu sur une liste « étiquetée » politiquement, vous avez naturellement été appelés à voter lors des élections sénatoriales. Il s'agissait bien alors d'un choix politique. À la différence de ces élections, nous ne vous demandons pas de soutenir notre programme ni nos idées, mais simplement de permettre que ceux-ci s'expriment.

Comme d'autres, nous avons proposé de changer cette règle injuste, qui pénalise les formations ne disposant pas d'un grand nombre l'élus. Par exemple en abaissant le seuil à 100 signatures, ou en demandant ces parrainages à 50000 électeurs.

Nous ne sommes pas un courant marginal dans le paysage politique français. Nous avons participé à toutes les élections ces dernières années. En 2007, notre porte-parole Olivier Besancenot, est arrivé en 5e position au premier tour, 2e candidat à gauche. Et pourtant, nous ne sommes pas assurés d'être présents à ce scrutin.

Cette possibilité dépend de votre décision.





Résultats du premier tour de l'élection présidentielle de 2007